

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

---

## Projet de loi n<sup>o</sup> 226

(PRIVÉ)

Loi concernant la succession  
Edmond Laliberté senior

---

Première lecture .....

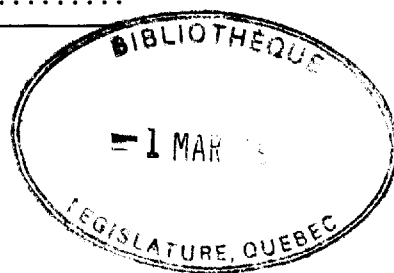
Deuxième lecture .....

Troisième lecture .....

---

PRÉSENTÉ

Par M. RICHARD GUAY



---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 8 2



## **Projet de loi n° 226**

**(PRIVÉ)**

Loi concernant la succession  
Edmond Laliberté senior

ATTENDU que Edmond Laliberté senior a, par son testament fait le 7 juillet 1922, constitué ses fils Edmond junior et Jean-Paul ses légataires universels résiduaux;

Que le testateur a légué à Edmond la seigneurie de l'Île Madame, située dans le fleuve Saint-Laurent, et l'a grevée d'une prohibition d'aliéner à perpétuité et d'une substitution de père en fils;

Que le testateur a légué à Jean-Paul ses terres et bâtisses dessus construites situées au lac du Sud-Ouest, le tout grevé de la même prohibition et de la même substitution;

Que, depuis 1931, trois curateurs à la personne et aux biens de Jean-Paul se sont succédé;

Que les deux légataires universels, maintenant âgés de 75 et 76 ans, ne sont plus en mesure de veiller à l'exploitation des deux propriétés d'une superficie d'environ mille quatre cents acres;

Que Edmond junior n'a qu'un fils vivant, Jean, lequel n'a ni l'intention, ni la formation, ni les connaissances requises pour exploiter adéquatement ces propriétés;

Que ni la succession Edmond Laliberté senior, ni les légataires universels de cette succession à titre personnel n'ont la capacité financière de maintenir et de rentabiliser l'exploitation des biens qui leur ont été légués;

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

**1.** La prohibition d'aliéner et la substitution contenues au testament de Édmond Laliberté senior fait le 7 juillet 1922 devant le notaire Louis Leclerc sous la minute 45602 et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Québec sous le numéro 6580 sont annulées.

**2.** L'enregistrement de cette prohibition d'aliéner et de cette substitution est rayé sur dépôt d'une copie conforme de la présente loi.

**3.** Les frais, honoraires et déboursés encourus pour l'adoption de la présente loi sont supportés par la masse de la succession et les exécuteurs testamentaires et légataires universels sont autorisés à les payer.

**4.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.